Extraits d'un entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France Inter le 28 novembre 2012, sur la reconnaissance de la Palestine comme Etat non membre de l'ONU, la situation en Syrie, Arcelor-Mittal, le terrorisme au Mali et sur le Sommet sur le climat de Doha.

2012-11-28

Q - Vous l'avez donc annoncé hier après-midi à l'Assemblée nationale, la France votera oui à la demande de reconnaissance de la Palestine comme État non membre de l'ONU, c'est une position qui a fait débat entre le Quai d'Orsay, vous-même et la présidence de la République, François Hollande avait critiqué publiquement, il y a quelques semaines, la démarche palestinienne alors que les négociations avec Israël sont au point mort ; qu'est-ce qui l'a emporté dans votre décision ?

R - Non, cette prétendue divergence entre l'Élysée et le Quai d'Orsay n'a pas existé...

Q - Il y a eu des hésitations quand même...

R - Non, c'est ce qui a été rapporté. Nous avons toujours été sur la même ligne avec le président. Ce qui l'a emporté, c'est la cohérence. Je me retrouve tout à fait dans ce qu'a dit M. Guetta. Depuis de nombreuses années la France, quels que soient d'ailleurs ses gouvernements, prend la même position. En 1982, il y avait le célèbre discours de François Mitterrand à la Knesset puis - souvenez-vous - l'année dernière, M. Sarkozy avait fait voter pour l'entrée de la Palestine à l'UNESCO, et François Hollande, lors de sa campagne pour l'élection présidentielle, avait dit qu'il reconnaîtrait l'État palestinien. Et donc la cohérence était absolument nécessaire.

Et même, j'irai un peu plus loin dans ce sens, le paradoxe, c'est que, évidemment, nous allons voter oui, parce que nous sommes à la fois pour la reconnaissance d'Israël, son droit à la sécurité qui est absolument indispensable, et dans le même temps, pour la reconnaissance d'un État palestinien qui va dans ce sens-là. Mais il se peut malheureusement que l'effet immédiat de tout cela soit une recrudescence des tensions parce qu'il est possible que les Israéliens aient une attitude de sanction vis-à-vis de Mahmoud Abbas, car ils sont en période électorale. Il ne demeure pas moins qu'il faut voir

dans ces choix une dimension historique. Il faut qu'Israël puisse vivre en paix et que les Palestiniens aient un État et, pour cela, il faut qu'il y ait deux États.

Q - Quitte à repousser un peu plus loin encore la perspective de négociations directes entre Israël et la Palestine...

R - Non, ce que j'ai dit hier à l'Assemblée nationale, c'est que nous allons nous prononcer en faveur de cette demande et que nous souhaitions une reprise des négociations sans délai et sans conditions. Car on pourrait soutenir cette position, un peu paradoxale : la vraie reconnaissance, si je puis m'exprimer ainsi, de la Palestine sera le moment où Israël lui-même reconnaîtra pleinement la Palestine.

Permettez-moi d'ajouter un mot qui n'a rien à voir, mais je ne veux pas l'oublier, de dire un mot d'amitié pour M. Izraelewicz, qui était le directeur du Monde, et qui est mort hier. Vous le connaissiez tous, moi aussi, et c'était un homme bien.

Q - La Syrie, Laurent Fabius. Vous avez reçu, hier à Paris, avec Jean-Marc Ayrault, le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, représentant du pays, d'un des deux pays protecteurs d'un régime assassin, vous l'avez reçu cordialement, amicalement ; il n'y a donc rien à faire avec la Russie, vous avez baissé les bras sur le plan de la diplomatie à l'égard de Moscou ?

R - Non, mais en disant cela, vous savez bien que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Dans le cadre des rencontres de Premiers ministres, M. Medvedev a été reçu à Paris, et c'est normal que l'on reçoive le Premier ministre de la Russie. Cela ne veut pas dire que nous soyons d'accord sur tout, et en particulier, sur la Syrie. Mais cela n'empêche pas que nous gardions, et moi en particulier, le contact avec les Russes. Nous avons pris nos positions. Nous sommes un des premiers pays à avoir reconnu la coalition, qui est l'alternative à Bachar Al-Assad et vous savez que nous sommes très en pointe dans le soutien aux zones libérées. Mais dans le même temps, si l'on veut éviter un déchirement total du pays, il faut essayer de remettre les Russes à bord. Nous avons signé ensemble, il y a de cela quelques mois, une déclaration à Genève, et nous essayons avec d'autres pays de construire quelque chose sur la base de cette déclaration de Genève. Je ne désespère pas que cela soit possible.

Q - Moscou n'a pas bougé d'un iota depuis des mois.

R - Je ne veux pas me faire l'interprète de ce que pensent les Russes, mais ils reconnaissent que M. Bachar Al-Assad n'est pas le président qui a le plus d'avenir au Moyen-Orient. Simplement, Moscou dit : nous sommes embarqués en Syrie et de plus, nous voudrions qu'il n'y ait pas de chaos demain. Nous répondons que le chaos, c'est aujourd'hui. Là où Moscou peut avoir raison c'est qu'il ne faut pas que l'on se retrouve dans un schéma à l'irakienne, c'est-à-dire qu'après Bachar il n'y ait rien du tout avec la présence de djihadistes. Donc nous

sommes en train d'essayer de construire, mais c'est d'abord aux Syriens qu'il appartient de le faire, une alternative à Bachar. Et nous espérons que les Russes finiront par comprendre ce point de vue.

Q - Deux, trois questions d'actualité, Laurent Fabius, ARCELOR-MITTAL d'abord, vous êtes un adepte et un pratiquant de la diplomatie économique depuis que vous êtes en fonction. Pouvez-vous mesurer l'effet produit dans le monde par la violence des propos d'Arnaud Montebourg sur ARCELOR-MITTAL ?

R - C'est difficile à mesurer. Je peux dire, d'une façon générale, que je suis partisan, comme tout le gouvernement, d'une présence économique forte de la France à l'étranger, et d'une présence économique forte des investissements étrangers en France. Je suis très diplomate. Maintenant, je vais sur le fond...

Q - Mais l'effet sur les investisseurs étrangers...

R - Non, je vais sur le fond. Je trouve que l'on se focalise beaucoup sur cette affaire juridique. Nous parlions de nationalisation avec M. Legrand. Pas de nationalisation car je pense qu'il faut être tout à fait pragmatique. Ce qui compte, c'est d'essayer, si cela est possible, de trouver une solution pour les aciéries. Peut-elle être trouvée directement ou faut-il passer par la voie juridique ? La réponse revient aux ministres compétents de la trouver. Mais je crois qu'il faut beaucoup plus se centrer sur les hommes, sur les techniques et sur les produits que sur la dimension juridique...

Q - Et de mesurer ses propos ?

R - Pardon ?

Q - Et de mesurer ses propos quand on est au gouvernement : «je ne veux plus de MITTAL en France», propos reproduits dans la presse du monde entier...

R - Je pense que, Cher Monsieur Cohen, que l'on soit ou non au gouvernement, il faut mesurer ses propos.

Q - On parlait tout à l'heure de votre collègue Arnaud Montebourg, collègue que vous avez emmené en Libye, il y a deux semaines avec un projet de reprise de la raffinerie pétro plus par un fond libyen. Un projet depuis démenti et rejeté. Que s'est-il passé ? Vous seriez-vous trop avancé ?

R - Petroplus est une grande raffinerie qui se trouve en Seine-Maritime et qui cherche des repreneurs depuis maintenant plusieurs mois. Arnaud Montebourg avait eu le sentiment qu'il pouvait y avoir une offre libyenne.

Q - Il a fait état d'une lettre d'un fond libyen ?

R - Malheureusement, cela ne s'est pas concrétisé. C'est très dommage parce que l'idée qu'un pays comme la Libye, qui produit beaucoup de pétrole, puisse entrer dans un partenariat avec une raffinerie en France était très bonne. En revanche, il reste une ou deux offres sérieuses, le gouvernement est en train d'étudier cela et j'espère très fortement qu'une solution sera trouvée. Il y a 500 personnes directement employées par l'entreprise, 1.000 familles concernées avec les sous-traitants et, si ce n'était pas le cas, ce serait vraiment un drame.

Q - Il y a deux jours, le fond libyen n'a pas dit que cela ne l'intéressait plus, il a dit que cela ne l'avait jamais intéressé. Qu'avez-vous entendu en Libye il y a un mois lors de votre voyage ?

R - J'étais le premier dirigeant européen à parler devant l'Assemblée nationale libyenne. Arnaud Montebourg a eu des contacts avec le président de ce fonds libyen, ainsi qu'avec plusieurs autorités et, à partir de là, nous avons appris hier que malheureusement, cela ne se concrétiserait pas. Je n'ai pas plus d'élément.

(...)

Q - Ma question concerne le Mali, une région qui me semble être convoitée pour son sous-sol par de nombreux acteurs internationaux. Je crois que nous sommes nombreux à nous demander si Al-Qaïda dont je ne nie pas du tout la réalité, n'est pas une marionnette intéressante à agiter pour défendre les intérêts d'Areva dans la région ?

R - Absolument pas. Merci de votre question qui est très précise mais ma réponse est non. Al-Qaïda est malheureusement fortement implanté au nord du Mali. Il se trouve qu'Al-Qaïda existe aussi au Maghreb islamique, avec beaucoup d'hommes, beaucoup d'armes, beaucoup de drogue, beaucoup d'argent. AQMI, qui fait régner la terreur, non seulement sur le Mali lui-même, mais sur les pays voisins, représente une menace pour l'ensemble de l'Afrique.

J'ai moi-même reçu des chefs d'État et de gouvernement de pays de l'Afrique de l'Est - donc très loin du Mali - qui disent que leurs apprentis terroristes viennent se former au Mali. C'est le combat qui est engagé par l'ensemble de la communauté internationale. Il n'y a pas de différences entre les uns et les autres. Il s'agit d'un combat contre le terrorisme, contre la drogue, contre le narco-terrorisme.

Il est évident qu'il ne faut pas simplement apporter une réponse sécuritaire. Une dimension politique, que la communauté internationale a d'ailleurs demandée, est également nécessaire. Il faut que des discussions s'ouvrent entre les autorités du Sud-Mali et les Touaregs au Nord. Il faut aussi avoir une action en faveur du développement car ces populations sont pauvres et il faut les aider à se développer. L'idée qu'il y aurait je ne sais quel agenda caché et qu'il s'agirait de protéger je ne sais quelle ressources n'est pas exacte.

Q - Ce n'est pas je ne sais quelles ressources, en l'occurrence, ce sont les ressources d'uranium présentes dans la région et en partie exploitées par Areva et par le Niger, pays voisin.

R - Il y en a au Niger. De toute façon, l'Afrique est un continent riche potentiellement mais si on laisse se développer le terrorisme et le narco-terrorisme, les populations ne pourront absolument pas profiter de cette richesse.

Q - L'intervention armée au Mali est-elle inéluctable Monsieur le Ministre ?

R - Je ne pose pas les questions exactement en ces termes. Il y a trois volets sur lesquels il faut agir et la communauté internationale a décidé d'agir. L'ONU va se prononcer au mois de décembre à nouveau à ce sujet.

Il y a un volet politique, il faut qu'il y ait des discussions, il faut que le pouvoir malien soit conforté. Il doit y avoir des discussions avec les gens du Nord qui refusent le terrorisme. Il y a également un volet développement et un volet sécuritaire puisqu'il y n'y a plus d'armée malienne et qu'il faut donc la reconstituer.

Pour ce qui concerne les terroristes eux-mêmes, c'es-à-dire ceux que l'on appelle AQMI et Mujao, le moment venu, s'ils ne se sont pas dissous, il faudra les affronter.

Q - Ils sont plutôt en train de se regrouper autour de Tombouctou !

R - Dans le temps, la première action n'est pas sécuritaire.

Q - N'y a-t-il pas un paradoxe dans la position française qui est, d'une part, d'appuyer l'entrée de la Palestine à L'ONU, comme État non membre, ce dont se réjouissent tous les amis de la paix au Proche-Orient, et d'autre part, de demander la reprise immédiate des négociations directes, sur fond d'une colonisation israélienne en Cisjordanie. Ce qui prive jour après jour de toute consistance réelle possible, un futur État palestinien.

R - Je comprends votre question mais je ne pense pas qu'il y ait contradiction. J'ai expliqué tout à l'heure pourquoi la France avait décidé de se prononcer en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien. En même temps - et nous l'avons toujours dit -, il faut qu'il y ait des négociations qui reprennent extrêmement vite. Pour autant, cela ne veut pas dire que nous admettions la colonisation qui est condamnée par toute une série de résolutions internationales. Nous souhaitons très vivement, nous demandons qu'elle s'arrête.

Q - Il fut un temps où c'était un préalable Monsieur le Ministre. Barak Obama, la diplomatie américaine en avaient fait un préalable au début du premier mandat du président américain et les Palestiniens en font toujours un.

R - Oui, mais dans les conversations que j'ai eues avec Mahmoud Abbas encore la semaine dernière, il faut entrer dans la négociation, c'est la clef. On ne peut pas résoudre le conflit israélo-palestinien par personne interposée ou à distance. Il faut pour cela qu'il n'y ait pas de geste qui empêche cette négociation, en particulier le développement de la colonisation. Nous demandons que soit reprise sans délai cette négociation.

Q - Les diplomates palestiniens de l'ONU faisaient allusion hier à de difficiles et dures négociations avec la France sur la formulation de la résolution qu'ils vont présentée. Sur quoi portaient ces difficiles négociations ?

R - Il est vrai que nous avons discuté de manière très précise avec M. Mahmoud Abbas. Encore dimanche dernier, je suis allé en Israël où j'ai vu M. Netanyahou et d'autres ministres israéliens et j'avais aussi déjà rencontré Mahmoud Abbas. La voix de la France est une voix qui porte. Lorsque nous nous apprêtons à voter pour une résolution, nous ne votons pas quel que soit le texte. Il y a des discussions pour éviter que le texte ne s'avère contreproductif, c'est-à-dire pour qu'il aille dans le sens de la reconnaissance de l'État palestinien et, en même temps, qu'il ne contienne pas d'éléments qui auraient pour conséquence d'empêcher la paix avec Israël.

Q - Qu'avez-vous concrètement obtenu alors ?

R - Il y a des éléments de diplomatie qui ne doivent pas nécessairement être discutés à la radio.

Q - Par exemple, avez-vous obtenu des Palestiniens qu'ils s'engagent à ne pas se tourner vers la Cour pénale internationale ?

R - C'est une question complexe. Si on fait du droit pur et strict, à partir du moment où l'on reconnaît un État, fut-il non membre et observateur, il aurait la possibilité - j'emploie un conditionnel - de déférer tel ou tel État devant la Cour de justice. Cette Cour pourrait même s'en saisir elle-même, quel que soit d'ailleurs le statut d'État ou non. C'est une discussion assez théorique.

En revanche, si nous voulons aller vers la négociation et trouver une solution, il est évident qu'il ne faut pas utiliser tel ou tel élément juridique qui mettrait l'ensemble de ... (inaudible)

Q - Donc, les discussions ont bien porté sur la Cour pénale internationale.

R - Non, les discussions ont porté sur l'ensemble, comme c'est normal. On ne peut pas engager la voix de la France sans savoir sur quoi on vote.

Q - Et sur le vote de l'ONU, encore une fois Laurent Fabius, pas de position commune de l'Europe. Certains pays voteront oui comme la France et d'autres voteront contre comme

l'Allemagne et les Pays-Bas. Comment l'Europe pourrait-elle peser au Proche-Orient en l'absence de position et de diplomatie commune ?

R - Nous avons beaucoup parlé de cela, notamment avec nos partenaires allemands, anglais et italiens. Il n'a pas été possible d'obtenir une position commune car les uns voulaient voter non et d'autres oui. La position commune qui, peut-être - mais de manière très hypothétique - aurait pu être atteinte aurait été l'abstention.

Alors, si la seule position de l'Europe avait été de s'abstenir sur un tel sujet, vous auriez dit avec votre sens critique que nous sommes prétendument unis mais unis pour ne rien dire. Je crois que l'Europe a des choses à dire. Elle est d'ailleurs le premier financeur, mais nous devons parvenir à rapprocher les points de vues et la France, en tout état de cause, qui est à la fois l'amie d'Israël et l'amie du peuple palestinien, dira son mot et essaiera de peser sur une solution de paix.

Q - L'Égypte est en situation de grande tension intérieure depuis que son président s'est attribué des pleins pouvoirs qui pourraient lui permettre de rédiger quasiment seul la future constitution de ce pays. Hier, le FMI a très clairement agité la menace de sanctions financières contre l'Égypte. La France serait-elle favorable à des pressions économiques pour le moins sur le président égyptien ?

R - La France est très attentive au maintien d'un comportement démocratique de la démocratie égyptienne. Il y a un double mouvement en Égypte concernant le président Morsi au cours de ces derniers quinze jours.

Dans les affrontements entre Israël et Gaza, l'Égypte a joué un rôle tout à fait majeur pour parvenir à un cessez-le-feu, il faut lui rendre hommage. En même temps, juste à l'issue de ce cessez-le-feu, le président Morsi s'est attribué, pour trouver un raccourci, le pouvoir judiciaire. Évidemment, cela a soulevé des protestations légitimes de la population égyptienne. Nous souhaitons que l'Égypte, à travers le président Morsi garde son rôle de faiseur de paix mais qu'en revanche, la démocratie soit respectée.

Q - Et donc, une pression économique ou non ?

R - Il faut utiliser tous les moyens. En même temps, l'Égypte a besoin de soutien. Elle en reçoit des Américains, des Qatariens, des Saoudiens et c'est une population dans une situation très difficile. Le tourisme a reçu un grand coup et le développement économique doit être aidé et la France y participe. Il faut je crois, sans chantage, essayer de favoriser le maintien et le renforcement de la démocratie égyptienne.

Q - Concernant le Sommet sur le climat de Doha car ce sont vos services qui mènent la négociation.

R - Et où je serai la semaine prochaine.

Q - Quel espoir avez-vous d'obtenir au minimum une prolongation du protocole de Kyoto ?

R - Malheureusement, les choses ne se présentent pas bien, il faut le dire honnêtement. Il y a une contradiction flagrante et même dramatique. Le problème du climat s'aggrave et les spécialistes du GIEC, c'est-à-dire les experts qui travaillent sur ces sujets, nous indiquent que, d'ici quelques temps, nous ne nous orientons pas seulement vers une augmentation de 2°C mais peut-être vers une augmentation de 4° ; ce qui est absolument dramatique car ce n'est pas simplement 4° sur une journée, cela a des conséquences terribles sur les mouvements de population, sur les équilibres naturels, sur les maladies. En regard de cette question, qui est peut-être la question essentielle parce que c'est l'humanité elle-même qui est en cause, les solutions proposées et la disponibilité d'un certain nombre de grands pays à agir sont extrêmement faibles.

Le rôle de la France, même s'il faut être modeste mais en même temps ambitieux, c'est d'essayer de réduire ce fossé. Nous allons d'ailleurs proposer la candidature de la France pour que, après Doha, en 2014-2015, ce soit la France qui abrite la future conférence des parties sur ce sujet.

(...)

Q - Et vous ne faites pas le lien entre les deux derniers sujets que vous avez abordés ? 4 ° et non plus deux, faut-il continuer dans cette voie du «toujours plus d'avions, toujours plus de kérosène, toujours plus d'énergies non renouvelables, fossiles et polluantes» ?

R - La France est généralement l'un des pays qui est le plus en avance sur ce qu'il faut faire en matière de transition écologique et je pense qu'il faut continuer en ce sens.

Q - Peut-on lier les deux sujets ou non ?

R - C'est difficile.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 29 novembre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/186474-extraits-dun-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etra